

Les étudiants et les étudiantes en ont assez de se faire rire au nez par le gouvernement. Après une brève rencontre avec la ministre elle-même, l'ASSÉ a bien compris que la seule voix pour se faire entendre était une mobilisation. Balayant du revers de la main les revendications et l'analyse de l'ASSÉ, elle les a sommés de se tenir tranquille. Convaincu-e-s que les dernières orientations politiques ne sont pas inévitables et irréversibles, les membres de l'ASSÉ et d'autres associations étudiantes veulent forcer le gouvernement à revenir sur sa décision de dégeler les frais de scolarité en atteignant directement leurs intérêts économiques et politiques. Nous en somme donc rendu-e-s à l'ultime moyen de pression qu'est la grève. Si la population n'est pas d'accord avec les décisions politiques, après tout, il ne faut pas se gêner pour se faire entendre. La politi-

que, c'est à tous les jours : dans les couloirs d'école, dans les cours, dans la rue!

Le manque de financement public est criant. Plus l'État se désengage financièrement, plus il permet l'ingérence des entreprises privées directement sur les campus. Avec les conséquences qu'on connaît : c'est la population en bout de ligne qui paie pour les erreurs de gestion (on se rappellera le partenariat UQAM avec la firme Busac). Plus cher économiquement, certes, mais c'est surtout l'indépendance académique qui est mise en jeu, adaptant la création du savoir aux intérêts particuliers de quelques grandes sociétés privées. Mais pour l'État et les institutions d'enseignement, il vaut mieux régler le problème à court terme et trouver de l'argent, vite, à n'importe quel prix. Les entreprises privées, elles, ont tout intérêt à former sur mesure une main-d'œu-

vre, sans avoir à entretenir les coûts d'envergure que représentent les masses salariales et les coûts de système (chauffage, entretien, etc.), assumé complètement par le secteur public.

Les choix politiques sont des décisions réversibles, mais il faut créer un rapport de force pour faire plier le gouvernement et ses riches amis. La grève étudiante est un espace important pour mettre en place ce rapport de force en permettant la tenue d'actions perturbatrices et l'information de la population. Car la société n'est pas un bloc monolithique, il est important de travailler pour contrer les forces rétrogrades qui agissent en ce moment. Pensons dès maintenant à la société de demain, à l'héritage que nous lui laisserons, l'éducation en est un morceau important que nous ne pouvons laisser aller à la dérive.

# ULTIMATUM

Bulletin de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante  
Grève étudiante - Automne 2007



Le 28 juin dernier, le Conseil des ministres passait finalement à l'acte dans le dossier des frais de scolarité : les universitaires paieront l'année prochaine environ 100 \$ de plus pour étudier, une hausse qui se répètera jusqu'en 2012. La

colère étudiante gronde sur les campus : l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ), regroupement étudiant de plus de 40 000 membres, canalise cette grogne en lançant une grève générale illimitée. Pourquoi?

## Un gel insoutenable

Dans son programme électoral, le Parti libéral est clair : « Le gel des droits de scolarité en vigueur depuis 14 ans est devenu intenable... » Il est vrai que le système d'éducation est à la déroute. Alors que le Québec est reconnu comme la province des plus bas frais de scolarité, le gouvernement

croit que la population étudiante doit apporter une juste contribution pour l'obtention d'un diplôme universitaire. En 2012, une année universitaire coûtera donc 30 % plus cher. Cela, bien sûr, sans compter l'augmentation des frais afférents qui varient déjà entre 175 \$ et 892 \$.

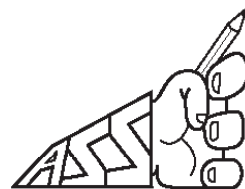
executif@asse-solidarite.qc.ca

(514) 390-0110

www.asse-solidarite.qc.ca

www.gratuitescolaire.info

**Association pour une  
Solidarité Syndicale  
Étudiante**



Cette augmentation permet de rattraper l'écart des frais de scolarité avec la moyenne canadienne. Les groupes de pression patronaux en demandent encore plus. D'après le Centre interuniversitaire de recherche d'analyse des organisations sociales, il faudrait augmenter l'endettement étudiant et adapter les frais de scolarité de chaque diplôme à son métier correspondant. C'est une adaptation complète aux lois du marché : l'accès à l'éducation des métiers à haut taux salarial coûterait plus cher. Les finances publiques, croit-il, s'en porteraient mieux. Pourtant, dans le Ca-

nada anglais, où de telles mesures ont été appliquées, l'enseignement supérieur est toujours sous-financé. L'ASSÉ pense plutôt que de telles avenues politiques ne bénéficient qu'à une faible minorité : les mieux nanti-e-s chez qui de telles sommes pour étudier peuvent être avancées sans problème et les entreprises privées qui perçoivent le système d'éducation public comme de futurs profits.

## L'enjeu de l'accessibilité

Avec la réforme, on est loin du 600 \$ par année de 1980. Pour ne pas nuire à l'accessibilité, le gouvernement prévoit rehausser l'enveloppe budgétaire des prêts et bourses. Assez ironique, il va sans dire, compte tenu de la dernière réforme de l'aide financière du gouvernement Charest. Somme toute, la frange combative du mouvement étudiant dénonce radicalement la nouvelle conception de l'accessibilité où l'économie des finances publiques guide les politiques de gestion. « L'éducation est un droit et nous devons y mettre les sommes nécessaires. »

Deux conceptions opposées de l'éducation se dessinent. Le gouvernement mise sur un investissement individuel où le paiement de l'enseignement supérieur devrait à terme être relégué aux utilisatrices et utilisateurs, dégorgeant ainsi les finances publiques. Pour l'ASSÉ, l'éducation est une question sociale. Il faut favoriser l'accès à l'enseignement supérieur en la rendant accessible, peu importe le montant de son compte en banque. C'est ainsi une reconnaissance de l'importance de parta-

ger le savoir développé par les êtres humains à travers les générations : pourquoi une élite pourrait s'approprier cette richesse collective? D'après Statistique Canada, dans 70 % des cas, l'obstacle premier à l'abandon des études découle de causes financières.

## SAVIEZ-VOUS QUE ...

En moyenne, les prêts et bourses ne couvrent que 23 % du revenu total d'un ou une universitaire?

D'après une enquête réalisée par Arnaud Sales de l'Université de Montréal.

En moyenne les étudiants et les étudiantes post-secondaires ont un revenu de 9 246 \$ par année (incluant les bénéficiaires de l'aide financière aux études) alors que le seuil de faible revenu est d'environ 18 000 \$ pour une personne seule vivant dans une grande ville.

Enquête sur les conditions de vie. ISQ 2001.

Dans 70 % des cas, c'est l'obstacle financier qui est déterminant dans le choix de ne pas poursuivre ses études post-secondaires?

Stats Can, Enquête des jeunes en transition, 2002.

## Pourquoi la grève étudiante

Devant l'intransigeance gouvernementale, l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ), instigatrice du mouvement de grève en 2005 contre la réforme à l'aide financière aux études, appelle à la mobilisation étudiante. Depuis plus d'un an, les seize associations étudiantes regroupées au sein de l'ASSÉ ont tout mis en oeuvre pour faire entendre sa plateforme de revendications à contre-courant : gratuité scolaire à tous les niveaux, amélioration des ressources et services et instauration de garderies publiques accessibles et adaptées aux horaires de cours.

Des moyens de pression furent mis de l'avant dès l'automne dernier. Partant d'une pétition jusqu'à une journée de grève pour une grande manifestation nationale le 29 mars dernier c'est une fin de non-recevoir qui fut faite à nos revendications. Pire encore, le gouvernement libéral minoritaire à peine réélu nous a fait l'affront d'augmenter les frais de scolarité universitaires. La grande majorité des associations étudiantes membres de

l'ASSÉ avaient pourtant pris position clairement pour déclencher une campagne de grève générale illimitée dès l'automne dans le cas où le gouvernement irait de l'avant avec l'augmentation des frais de scolarité annoncée.



**DANGER : ETUDIANT/  
ETUDIANTE VENTRE VIDE**

C'est parce que l'ASSÉ croit à une redéfinition complète de l'éducation qu'elle ose encore parler de gratuité scolaire au Québec malgré l'état des finances publiques. Par exemple, il faut rappeler

que 575 millions ont été cette année alloués au Fonds des générations alors que la gratuité scolaire en coûterait tout au plus 550 millions d'après l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques. Certes, les campus sont en criant manque d'argent. Mais le secteur privé n'a-t-il pas déjà fait la preuve de son incompétence en matière de gestion des droits sociaux? La fondation de l'Université Laval veut récolter de 2005 à 2008 pas moins de 150 millions alors que Rimouski vise un maigre 11 millions pour la même période. Le fossé se creuse entre les institutions, mettant en péril la mission d'enseignement des universités et cégeps. Surtout, pour l'ASSÉ, c'est ici la preuve flagrante que l'accessibilité à l'éducation va de pair avec l'amélioration des ressources et services : il faut repenser l'ensemble du réseau d'éducation pour le remettre au coeur de notre société afin que l'éducation profite à l'ensemble de celle-ci au lieu de l'actuelle tendance qui la considère comme un outil de rentabilisation individuelle.